

À propos de l'intervention armée contre l'État islamique

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

À la suite des horreurs vécues lors des deux guerres mondiales du XX^e siècle, une éthique de guerre a émergé relativement à l'épargne des civils en cas de guerre et du traitement humain des prisonniers ; le génocide ne devrait plus se reproduire. Or, nous assistons actuellement à un conflit dans lequel l'État islamique recourt à des méthodes et des moyens issus d'une ère que l'on croyait révolue : décapitations, mutilations, crucifixions et mise en esclavage de populations conquises. Les scènes brutales qui se déroulent à nouveau devant nos yeux en Syrie et en Irak nous interpellent et nous poussent à agir. Mais contre qui ? Et comment ?

Les débats relatifs à la participation du Canada à la force internationale contre l'État islamique méritent d'être étudiés à la lumière de l'actualité moyen-orientale si complexe. Agir contre l'État islamique, c'est aussi renforcer indirectement son ennemi Al-Qaeda et sa filiale Al-Nusra. C'est aussi renforcer le gouvernement syrien qui fait usage de bombes à tonneaux contre sa propre population¹. C'est aussi renforcer les rebelles syriens dont la majorité est rattachée à la mouvance des Frères musulmans qui sont loin d'être des enfants de chœur. C'est aussi renforcer l'Iran qui a sa part de responsabilité dans la déstabilisation de la région. Il faut également être conscient que dans cette région déchirée par des conflits ethnico-religieux, les états sunnites développent une frustration grandissante envers les USA : ils se méfient de leur rapprochement apparent avec l'Iran et ne comprennent pas pourquoi ils ne sont pas intervenus contre le président Assad soutenu par l'Iran chiite après qu'il fit usage d'armes chimiques contre les opposants sunnites.

Agir seulement par le moyen de bombardements aériens peut certainement ralentir la progression de l'État islamique sur le terrain, mais non pas l'enrayer. Alors que le président Obama se félicitait d'avoir

¹ Depuis le début des bombardements aériens de la coalition internationale en Syrie, le nombre de largages de bombes à tonneaux ordonnés par le gouvernement syrien dans les provinces de Hama et d'Idleb a doublé (The Economist, 18 octobre 2014, p.47.)

paralysé Al-Qaeda par des attaques de drones au Yémen, la mouvance des chiites yazdis du clan des Houtis aidée par l'Iran a profité de l'instabilité du printemps arabe pour s'imposer au Yémen... Comment réagira-t-on lorsque les militants de l'organisation d'Abou Bakr al-Baghdadi se réfugieront au sein de populations civiles et qu'il n'y aura plus moyen de minimiser les « dommages collatéraux » ? Sommes-nous prêts à affronter cette réalité difficile? Sommes-nous prêts à affronter le retour au pays - et partout dans le monde - de centaines de terroristes devenus des experts en explosifs ?

Mais le Canada peut-il se cantonner dans l'aide humanitaire et laisser aux autres puissances le soin de mettre fin au massacre en cours ? Si tel est le cas, il faut se poser lucidement la question suivante : la Croix-Rouge elle-même peut-elle se faire entendre auprès des fanatiques de l'État islamique ? Si le Canada décide d'intervenir, il faut que son action s'inscrive dans une stratégie à long terme en conjonction avec les autres puissances.

Le gouvernement irakien qui demande de l'aide au monde entier est responsable de la situation actuelle : sa politique sectaire a jeté les Sunnites irakiens dans les bras des radicaux islamistes. Les Sunnites irakiens ne se sont plus sentis protégés après le départ des troupes américaines face à l'influence grandissante de l'Iran en Irak. Il faut donc faire pression pour que le gouvernement irakien se montre inclusif. Ce qu'il est également possible de faire est de donner aux populations kurdes qui sont directement concernées par les agissements barbares de l'État islamique les moyens de se défendre quand bien même la Turquie y serait réticente².

Le Canada se doit de s'exprimer haut et fort contre toute politique génocidaire et agir activement contre le massacre d'innocents. Il doit également agir avec les autres puissances pour faire pression afin que l'ensemble des pays de la région mettent fin à l'entretien de la haine par leurs agissements et leurs discours. Et en tout temps favoriser l'aide humanitaire de façon non partisane.

² La Turquie ne permet pas aux avions de la coalition internationale d'utiliser ses bases pour venir au secours de la ville assiégée de Koubari qu'il serait possible de rejoindre en 20 minutes de vol. Les avions de la coalition internationale doivent décoller des bases du Golfe et couvrir des distances de plus de 1 200 miles.